

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

Directeur politique: Bertrand Renouvin

20 AVRIL AU 3 MAI 1978

8^e ANNÉE — N° 269 — 4,00 F

Journées royalistes



LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE — 17, RUE DES PETITS-CHAMPS — 75001 PARIS

la mer morte en bretagne

« Chaque breton, je crois, a ressenti cette marée noire comme quelque chose qui l'agressait au principe même de son existence » écrit Michel le Bris dans le *Quotidien de Paris*. Le Bris a vu « mourir les vieux, partir les jeunes, les femmes devenir silencieuses ». Il a vu sa Bretagne livrée au tourisme et au monde moderne. Mais il lui restait la mer :

Creuser les figures de la révolte pour un Breton, c'est presque toujours retrouver en soi la présence de la mer. La terre, cela s'accumule, se sédimente, fait signe : on y vit une histoire. La mer est au-delà, hors le temps, quelque chose comme la présence en nous, devant nous, c'est ce qui ne se totalise jamais : l'éternité, autrement dit l'universel dans l'instant.

La mer qui meurt aujourd'hui et qui ne revivra pas avant longtemps :

L'été dernier, autour de l'île Sterec, dans les herbiers, les crevettes commençaient à réapparaître. L'été dernier. C'est-à-dire onze années après le naufrage du Torrey Canyon.

Mais pourquoi ? Et qui sont les responsables ? Personne. Nous sommes dans un monde où il n'y a plus de responsables, ni en mer ni sur terre. Simplement des gens, des sociétés, des administrations qui ouvrent des parapluies et se renvoient la balle. Des incapables aussi, et des menteurs :

Mensonges, dit le *Nouvel Economiste*

Mensonges : dès le début, tous les spécialistes savaient qu'en-

tre la houle et les récifs il serait impossible de pomper une goutte de pétrole dans les cuves de l'Amoco Cadiz ». « Une fois le navire échoué, il n'y avait plus rien d'autre à faire qu'à répandre des produits dispersants en mer et à ramasser le pétrole sur les côtes », explique un ingénieur du Cnexo. « Plan Polmar ou pas. » Mais qui aurait osé le dire aux Bretons ? Les cuves ne devaient pas éclater : elles l'ont fait. L'épave devait être conservée pour pomper : elle s'est brisée sans pompes. « On nous rassure en annonçant des mesures inapplicables et d'ailleurs inappliquées », déclare M. Jules Legendre, maire adjoint de Portsall.

On ment, et puis « On déplace du vent », poursuit le *Nouvel Economiste* :

Au « PC avancé de Ploudal-mézeau », M. Marc Becam, secrétaire d'Etat aux Collectivités locales et maire de Quimper, est l'« envoyé spécial du gouvernement ». Avec M. Christian Gerondeau, directeur général de la Protection civile, il « assure la coordination et la surveillance du front ». Plusieurs fois par jour les hélicoptères décollent vers le « théâtre des opérations ». « Jamais on n'aura autant survolé un problème », ironise un Portsallais. Képis à galons or et argent, bérets noirs et bérets verts s'agitent devant des cartes d'état-major. Et le spectacle est le même à la mairie de Roscoff, à la Chambre de commerce de Morlaix ou à la sous-préfecture de Saint-Brieuc.

Pendant ce temps, sur une distance de 180 km, les oiseaux

sont détruits à 80 % quelle que soit l'espèce souligne *Politique Hebdo* qui ajoute :

Petit cadeau supplémentaire à la fois pour les Bretons, les bénévoles et les soldats affectés au nettoyage : un nombre inquiétant de malaises, de réactions allergiques, de crises d'asthme, de dérangement intestinaux, d'affections cutanées et d'irritations des yeux. Ce pétrole est à la fois volatil — on en respire beaucoup — et corrosif. Une raison de plus de douter des chances de la faune et de la flore marines de se remettre rapidement de la destruction. Les pêcheurs n'ont pas fini de chômer.

Les solutions ? Elles existent pourtant, comme le montre Jean Matouk dans le *Nouvel Observateur* mais « elles constitueraient une atteinte directe au profit du transport, donc à l'industrie du pétrole ». Peut-on par exemple :

refaire une sorte d'Acte de Navigation ressemblant aux édits de Fouquet et de Colbert, qui interdirait aux bateaux de complaisance au moins pétroliers, l'accès aux ports français ? Théoriquement, oui. Mais ils iraient simplement décharger à Rotterdam... et continueraient à frôler l'Armorique. Solution plus rusée et plus efficace : limiter l'interdiction aux gros pétroliers de plus de deux cent mille tonnes. Ceux-là ne peuvent pas passer à plein le Pas de Calais pour gagner Rotterdam. Ils doivent donc se délester à Antifer (Le Havre). Si cela leur est interdit sous pavillon de complaisance, ils seront obligés d'en changer ou de faire

le tour de l'Angleterre pour gagner Rotterdam, ce qui ferait perdre l'avantage financier de la complaisance. Mais le problème des petits pétroliers restera posé.

On pourrait aussi réglementer plus sévèrement le « droit de passage inoffensif » et étendre cette réglementation jusqu'à la « zone économique » des deux cents milles. Le Canada l'a fait. Pourquoi pas la France ? Enfin, on peut guider les bateaux sur leur route comme les avions. C'est le plus simple, le moins difficile à mettre en œuvre, mais le gouvernement français, qui n'a pas été capable de donner un contenu concret au plan Polmar, n'a pas non plus trouvé les crédits pour installer la station d'Ouessant. Des économies budgétaires qui finissent par coûter cher. Et pas seulement en argent frais !

Mais rassurez-vous : on va sûrement réunir une commission. Et peut-être nommer un « Monsieur Marée Noire ». Ça c'est gouverner !

Jacques BLANGY

AVIS A NOS LECTEURS

Ce journal porte le numéro 269, le numéro 268 est en effet un numéro spécial envoyé à nos seuls abonnés.

ROYALISTE

BI-MENSUEL DE L'ACTION ROYALISTE

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Téléphone : 742-21-93

— Abonnements :

3 mois : 30 F

6 mois : 50 F

1 an : 90 F

soutien : à partir de 150 F C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

— Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

— Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

— Directeur de la publication : Yvan AUMONT

— Imprimé en France - diffusion N.M.P.P.

N° Commission paritaire : 51700

Journées Royalistes

Vous nous rendrez service en achetant dès aujourd'hui votre vignette pour les Journées. Ou mieux encore en achetant plusieurs vignettes à diffuser autour de vous.

Le succès des Journées dépendra essentiellement du nombre de gens que vous y aurez fait venir !

ACHETEZ VOS VIGNETTES

Nom Prénom :

Adresse :

désire ... vignettes à 18 F (normale) ... vignettes à 100 F (soutien) donnant droit à l'entrée gratuite pour les Journées Royalistes qui se tiendront à Paris, salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle, Paris 7^e, les 29 et 30 avril prochains.

Règlement à Royaliste C.C.P. 18 104 06 N Paris.

Un parti pour rien ?

La grogne dans les rangs du Parti Communiste était prévisible et même inévitable. De là à dire qu'elle va mettre en situation délicate l'actuelle direction, il y a un abîme que nous nous garderons bien de franchir.

Depuis 1962, les hiérarques du P.C. déclaraient « il n'y a pour le parti qu'un seul moyen de parvenir au pouvoir : la voie légale dans un gouvernement d'Union de la Gauche ». Fort peu léniniste mais fortement lénitif le slogan à la mode en 1974 était « Union du peuple de France » une union peinte à l'époque en bleu pastel par le bureau politique. Au XXII^e congrès, en 1976, on était allé jusqu'à envoyer dans les poubelles de l'histoire du Parti la référence à la dictature du prolétariat. A l'époque ce renoncement à la voie insurrectionnelle, accompagné d'une spectaculaire prise de distance à l'égard de l'U.R.S.S., avait fait murmurer les vieux militants et suscité quelques remous. Mais l'ensemble du parti, cadres moyens compris, avait fini par croire à la stratégie de Georges Marchais et à se mobiliser pour l'arrivée de ministres communistes au pouvoir. Les élections municipales de 1977, triomphales pour la gauche et qui avaient donné au P.C. la direction de 71 des 221 villes françaises de plus de 30000 habitants avaient fait s'élever dans les rangs du parti une immense espérance.

Et voilà qu'au lendemain même de ces élections, la direction du P.C. s'est mise à saboter méthodiquement la victoire en multipliant les procès d'intention à l'égard du P.S., en faisant de l'actualisation maximaliste du Programme Commun la condition de tout accord, puis en rompant le 22 septembre les négociations. Du 22 septembre au lendemain du premier tour le Parti a mobilisé toute son énergie pour donner le maximum de coups de butoir à son « allié » achevant de ruiner la crédibilité de l'Union, crédibilité que la réconciliation-masquerade du 13 mars n'a pas restauré, au contraire !

TEMPÊTE DANS LES CELLULES

Autrement dit, il est apparu nettement aux militants que le Parti ne voulait pas gagner s'il était destiné à jouer les brillants seconds au sein de la coalition de

et le Bureau Politique a dû nommer des sortes de kapos chargés chacun de contrôler l'orthodoxie d'une rubrique de l'Humanité. Les réactions des rédacteurs n'ont pas toujours été favorables face à ce fliquage : on parle même d'un bureau saccagé au siège du quotidien communiste. Plusieurs cellules ont par ailleurs envoyé des motions de défiance au comité central et l'U.E.C. de Bordeaux se montre des plus frondeuses.



gauche. Et c'est cette politique du tout ou rien qui apparaît inacceptable aux contestataires. Il était déjà arrivé qu'à l'occasion d'événements extérieurs (le rapport Khrouchtchev, Budapest, Prague), s'élève une contestation violente au sein du Parti. Mais c'est la première fois que la direction est aussi vivement attaquée sur sa politique intérieure. On a même vu des choses ahurissantes : les auditeurs (et le lecteur) du rapport de Charles Fiterman lavant le P.C. de toute responsabilité dans l'échec électoral de la gauche, se mettre — dans la section du 5^e arrondissement — à éclater de rire à sa lecture. Quand à la fédération de Paris, contrairement à tous les usages, elle s'est refusée à rédiger un rapport relayant le rapport Fiterman. Presque toute la rédaction de France-Nouvelle est en dissidence larvée

LE BUTOIR DU CENTRALISME DÉMOCRATIQUE

L'avenir de la contestation est néanmoins des plus limité. En effet, les opposants butent sur la machine infernale du centralisme démocratique. En vertu de ce principe, seule la direction a le monopole de la collecte de l'information. Et il implique en outre la fragmentation du Parti en cellules qui, légalement, n'ont le droit d'avoir de contacts entre elles qu'aux rares moments où une assemblée de section est réunie. Autrement dit, la direction a toute latitude pour diviser les contestataires en leur tenant un double ou un triple langage. Il lui sera facile ensuite de créer une fausse symétrie en opposant la direction qui se situe dans un juste milieu — aux sectaires et

gauchistes qui veulent abandonner la ligne du XXII^e congrès d'une part, et aux opportunistes droitiers de l'autre qui veulent « social-démocratiser » le parti. La machine est d'ailleurs tellement bien rodée qu'il n'y a même pas besoin de prononcer des exclusions. Georges Marchais peut se payer le luxe de dire : « le panier restera vide ». Il suffira de marginaliser les leaders de la contestation comme Pierre Daix le fut de 1968 à 1974 avant qu'éccœuré il ne se décide à donner de lui-même sa démission.

CINQUANTE HUIT ANS DE STÉRILITÉ !

Tout au plus, les remous de la base peuvent-ils être utilisés par les fractions qui s'affrontent au sein du huis-clos feutré du secrétariat et du bureau politique. Donneront-ils prétexte à un durcissement de la ligne communiste comme le souhaite Roland Leroy ? Ou au contraire serviront-ils d'arguments à Paul Laurent, chef de file des communistes parisiens, pour imposer une allure plus débonnaire à la polémique P.C. P.S. qui persiste ? Ou, plus subtilement encore, ces affrontements permettront-ils à Marchais de neutraliser Leroy par Laurent et réciproquement afin de continuer sa politique de pilotage à la petite semaine provoquée par un utilitarisme à courte vue ? Nous ne sommes pas dans le secret des dieux pour répondre à ces questions. Elles n'ont d'ailleurs qu'un intérêt mineur.

L'important c'est que le P.C. va encore perdre des militants de valeur. C'est surtout que, depuis qu'il a abandonné, tout au moins en apparence, son allégeance à l'U.R.S.S. et la théorie des minorités agissantes, il n'a pas de stratégie de rechange car il reste trop dogmatique et trop stalinien dans son fonctionnement pour s'insérer de façon efficace dans le jeu parlementaire. Les bureaucraties syndicales et municipales qu'il continue à contrôler lui permettent de conserver de la puissance. Mais il s'agit d'une puissance inerte et stérile. Depuis sa fondation, en 1920 et on l'a encore vu en mai 68 — le P.C. n'a jamais été capable de créer l'événement, il a toujours été surpris par lui. C'est un parti pour rien.

Michel TOURON

gare à la baf !

Le compostage des billets et la suppression du contrôle à l'entrée des quais, une amélioration du service public ? Ou un élément dans une politique de fliquage accru des voyageurs ... et des contrôleurs ?

La SNCF l'a annoncé à grand fracas : fini le contrôle des billets à l'entrée et à la sortie des gares. Il sera remplacé par le compostage effectué par les voyageurs eux-mêmes à l'aide des appareils automatiques installés aux abords des quais. Contrepartie normale de cet allègement des contrôles, un voyageur qui sera surpris dans un train avec un billet non composté devra en repayer le montant majoré de 20 %. La SNCF justifie cette disposition en affirmant que le compostage ne prend que quelques secondes et que même un voyageur arrivant à la dernière minute a le temps de s'y soumettre. D'ailleurs cette nouvelle réglementation est affichée partout dans les gares.

Fort bien ! Mais pourquoi la SNCF ne fait-elle pas autant de publicité sur d'autres modifications du règlement, elles, passablement scandaleuses ? Ces dispositions sont à ce point clandestines que tous les bureaux de renseignements des gares n'en sont pas informés.

Ainsi un voyageur qui attrape le train au vol sans avoir eu le temps de prendre un billet ne pourra plus arguer de sa bonne foi s'il a prévenu le contrôleur sur le quai. Ce dernier sera tenu de lui faire payer une surtaxe de 20 %. Plus scandaleux encore : le voyageur qui s'arrête au cours d'un trajet voit son billet périmé. Ainsi un passager ayant acheté un billet Paris-Marseille, s'il s'arrête à Lyon devra repayer le trajet Lyon-Marseille majoré de l'amende de 20 % lorsqu'il reprendra le train, avec le titre de transport délivré à Paris. Mais cela ne le disons pas

trop : nul n'est censé ignorer la loi mais les pequenots de voyageurs n'ont pas à connaître le règlement surtout lorsqu'il est dirigé contre leurs intérêts.

— Et si par accident le voyageur n'a pas de billet parce que la gare de départ était fermée à l'heure où il a pris le train ? — Allez, la SNCF est trop bonne, le contrôleur vous établira un billet au tarif normal ... valable jusqu'à la prochaine gare où vous devrez obligatoirement des-

cendre pour régulariser votre situation. Et tant pis si le train repart sans vous.

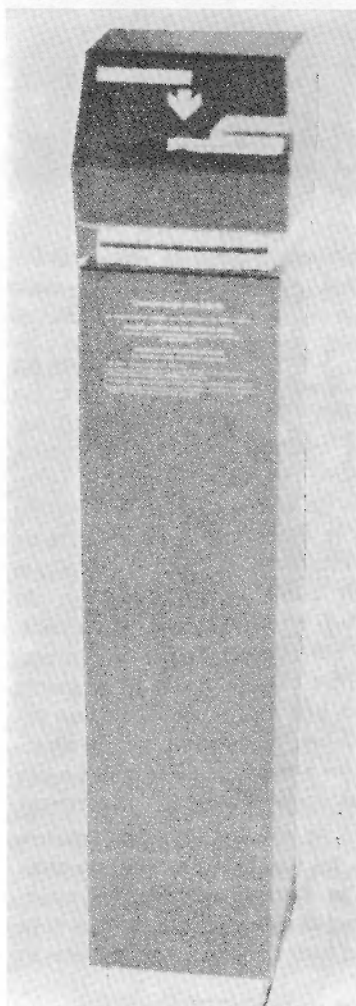
Et la SNCF pour s'assurer que ces mesures seront appliquées intégralement double sur les grandes lignes le contrôle normal par des Groupes de Contrôle Renforcé (GCR) agissant par brigade de cinq. Notons, qu'en outre, des inspecteurs principaux en civil surveillent les contrôleurs et font des rapports sur ceux qui seraient trop cou-lants. En principe, ces inspecteurs en civil sont connus du personnel de contrôle mais parfois un inspecteur va faire une tournée dans une région différente de sa zone d'action. Ces inspecteurs vont très loin dans leur sollicitude pour les contrôleurs de base : si l'un d'eux va boire ne serait-ce qu'un quart Vittel au grill-room pendant le service il a droit à son rapport.

Autrement dit, le rêve humaniste de la SNCF est celui de la surveillance des voyageurs par une pyramide de flics se contrôlant mutuellement. Pour ce faire, au besoin, la rivalité entre le corps des contrôleurs est attisée. Elle est déjà très violente entre les contrôleurs ordinaires et les GCR ou leurs homologues banlieusards de la Brigade Anti-Fraude (BAF !)

Notons que tous ces contrôleurs réduits à un rôle policier s'exposeront à leurs risques et périls à ce nouveau métier. Si un voyageur mauvais coucheur refuse de payer l'amende prévue puis refuse de présenter ses papiers, le contrôleur sera tenu de l'obliger à descendre à la gare suivante. Mais en cas de résistance ou pis encore de voie de fait sur le contrôleur, ce sera à ce dernier de porter plainte : la SNCF ne le fera pas pour lui.

Et vive le libéralisme avancé !

Paul MAISONBLANCHE
(enquête du groupe NAF-SNCF)



la maladie de la presse

D'un seul coup, la plupart des quotidiens parisiens viennent de faire passer leur prix de 1,40 F à 1,60 F. En dix ans le prix des quotidiens aura quadruplé alors que celui du timbre poste ne faisait que tripler et que le prix du papier journal n'était multiplié que par 2,6. Quant à l'indice des prix il se contentait de doubler durant la même période. Ces augmentations apparaissent bien sûr comme scandaleuses au lecteur ? Mais n'était-ce pas la situation antérieure qui était profondément malsaine ?

N'oublions pas que depuis qu'Emile de Girardin eut l'idée de faire financer l'édition des journaux par les petites annonces et par la publicité les journaux ont été vendus au maximum à la moitié de leur coût réel de fabrication. En 1969 même, le Figaro, qui couvrait au total ses dépenses par ses recettes à 115 % sans plus, tirait quatre fois plus d'argent des petites annonces et de la publicité que de la vente des kiosques et des abonnements. Cela explique la quête désespérée de publicité par la quasi totalité des journaux au risque d'aliéner leur indépendance. Ceux qui ne le font pas doivent ou bien s'appuyer sur une deuxième activité très lucrative — c'est le cas du Quotidien de Paris qui bénéficie du soutien du très rentable Quotidien du Médecin — ou solliciter constamment des dons de leurs lecteurs (il en est ainsi bien sûr pour Royaliste, comme pour la plupart des organes des mouvements politiques).

Seulement, voici que la publicité se fait rare : la radio et la télévision sont des médias publicitaires autrement plus efficaces qu'un journal même s'il cultive en permanence le sensationnel atroce ou sordide comme France-soir ou France-dimanche. Dans ces conditions, les journaux sont obligés d'augmenter brutalement leur prix de vente ce qui a pour résultat d'accentuer la désaffection des lecteurs. Comme quoi en matière de presse pas davantage que sur le plan politique la facilité ne paie jamais.

P.M.



par
gérard
leclerc

antonio gramsci

S'il est vrai que les idées ont un visage, on s'étonne que tant de pensées ou de systèmes soient étudiés ou évoqués sans que la personnalité des auteurs ne viennent leur donner poids de chair, couleur intérieure, enracinement dans leur coin de sol et d'histoire. Curieusement, là où le dogme veut que les conditions historiques expliquent la formation d'idéologies, Marx échapperait à l'investigation historique. Que Françoise Lévy découvre un bourgeois allemand, et tous crieront avec M. Marchais que c'est un scandale. Les bons auteurs se doivent d'être enfermés dans de pieuses biographies stéréotypées. Maurice Thorez doit rester le « fils du peuple » qu'il a toujours été. Et gare à Robrieux s'il s'avise de mettre la légende à l'épreuve. Gramsci, lui, ne peut être que l'initiateur génial de l'euro-communisme, l'inspirateur de M. Berlinguer. Au mieux, quelques gauchistes attardés dans le matérialisme dialectique tenteront d'en faire le sauveur d'un marxisme décidément bien malade.

Faut-il croire pour autant avec M. Renato Mieli que « c'est plutôt de la dissidence, qui s'oppose courageusement au système soviétique en Europe de l'Est et de ceux qui la soutiennent en Occident que Gramsci se rapprocherait en fait » ? Pensée belle et généreuse ! Mais oublierait-on que l'ancien secrétaire général du Parti communiste italien fut un homme d'appareil du Komintern, qu'il séjour-

na à Moscou, reçut des soviétiques son investiture ? Curieux dissident conférant au parti la dignité et l'habileté du prince machiavélien ! Pourtant à suivre son biographe, Giuseppe Fiori (1), Gramsci se détache du monde de l'appareil par des qualités hors du commun, une honnêteté, une droiture et même une tendresse peu bolchéviques. Comparé au Lénine Zurichois admirablement restitué par Soljénitsyne (2), le révolutionnaire italien est au-delà d'un abîme, auréolé par son long martyre dans les prisons fascistes ? Si l'on veut, pourvu que cette fin qui l'héroïse soit rapportée à l'élan et aux peines de toute une vie.

UNE VIE

Pour comprendre l'homme, il faut aller retrouver le jeune Antonio dans sa Sardaigne natale. Il ne l'oubliera jamais. Et lorsqu'il sera parvenu presque à la fin il n'aura plus qu'un désir : la revoir pour y vivre ses derniers jours. D'une précocité étonnante, doué pour les études les plus diverses, l'enfant est disgracié par la nature, difforme, souffreteux. Son père, fonctionnaire, doit purger une peine de prison pour une faute professionnelle qui n'a rien d'infamante. Sa mère subvient aux besoins d'une famille déjà nombreuse. C'est la misère noire. Les fils aînés, dès qu'ils le peuvent, quittent l'école pour gagner quelque argent. Antonio attendra, mais il mènera ses études à travers les pires embûches jusqu'à l'université de Turin. Privations, froid, maladies et rechutes ne feront rien contre un esprit supérieur qui acquiert une culture à sa mesure et s'attache de plus en plus aux luttes politiques et sociales.

Le marxisme ne vient pas en premier dans cet apprentissage de la vie intellectuelle. L'Italie est dominée par l'idéalisme de Gentile et de Croce. Ce Benedetto Croce que dans sa maturité de penseur marxiste il identifiera au « moment mondial actuel de la philosophie classique allemande ». C'est l'esprit préparé par une conception volontariste de l'histoire qu'il accueillera le marxisme, ce qui explique qu'il n'aura jamais tendance à le réduire à un mécanisme social ou à un économisme. Parallèlement, il va se trouver de plus en plus mêlé aux luttes socialistes. Lorsqu'abandonnant ses études il se voue au journalisme militant, sa voie est toute tracée et il deviendra une des figures marquantes du mouvement ouvrier.

Parmi les étapes de son engagement militant, il faut noter la part active qu'il prend au lendemain de la première guerre mondiale à l'expérience des conseils ouvriers. Ces conseils il les conçoit directement opérationnels pour la prise du pouvoir dans les entreprises. Et il y aura passage à l'acte. A Turin lors des grandes grèves de 1920, les conseils remettent en route l'usine *Fiat-centre*, en dépit de la désertion de la presque totalité des techniciens. *L'Avanti* peut crier victoire et annoncer que le rouage mécanique élémentaire de l'entreprise capitaliste s'est transformé en une compagnie organique, en une créature vivante.

Victoire éphémère et localisée. La question qui préoccupe Gramsci et les autres dirigeants ouvriers, c'est l'avenir du parti socialiste italien. Lui pense qu'il faut le radicaliser de l'intérieur, tandis que d'autres veulent une scission communiste au plus tôt. Lorsqu'elle se produira, prématurée à son avis, il s'y ralliera. Son attitude souplesse tactique lui vaudra l'intérêt de Moscou. De là son ascension à l'intérieur de l'appareil, puis la mission qui lui est donnée de réorganiser le parti dans l'Italie fasciste.

Il s'y emploiera avec son énergie farouche. Le petit homme de sa faible voix peut polariser l'attention du parlement fasciste, provoquer l'admiration du Duce... Mais la répression sera rude. Son immunité parlementaire n'empêchera pas son emprisonnement et le début d'un long calvaire.

L'HOMME ET LE PENSEUR

Ce qui frappe dans cet itinéraire, c'est que jamais l'appareil ne semble étouffer l'homme, volontaire, acharné, inflexible mais toujours noble, qui attire les sympathies, provoque sans cesse à la controverse. Sa correspondance privée est admirable de spontanéité, de fraîcheur. Le sectarisme bêta lui semble étranger, tout comme la tradition anticléricale du socialisme. Parfois l'inquiétude métaphysique semble se traduire dans des vœux d'éternité sociale, de continuité familiale, de perpétuité des sentiments. Et puis il demeure toujours l'homme de la grande culture.

Journaliste de grand talent, il est l'auteur d'une œuvre immense que les années de prison lui permirent de resserrer d'une façon plus systématique autour des grands thèmes de sa pensée. La lutte contre le fascisme l'a sensibilisé presque douloureusement à l'idée du consensus populaire qui doit appuyer une entreprise révolutionnaire. A l'encontre du bolchévisme rudimentaire il ne pense pas que la conquête de l'Etat par l'appareil du Parti suffise à l'instauration d'une société nouvelle. Le parti (« le prince moderne ») doit être l'agent, « le héraut et l'organisateur d'une réforme intellectuelle et morale ». Par là il entend qu'une *Weltanschauung* prolétarienne se diffuse de proche en proche dans la conscience des classes que le prolétariat doit rallier à son projet. D'où un travail systématique sur le rôle des clercs dans la civilisation (le cas de l'*Action Française* l'a beaucoup intéressé).

Mais aussi une recherche sur le contenu de cette nouvelle culture qu'il définit comme ayant « à la fois le caractère de culture de masse qu'avait la Réforme protestante et l'illuminisme français (3), et le caractère de classicisme de la culture grecque et de la Renaissance italienne... » C'est dire son ambition et le fossé qui peut le séparer de prétendus disciples qui sont loin de ce rêve aristocratique de l'esprit.

Que dire de ce rêve ? Il est à la mesure de Gramsci. Il subvertit le marxisme par la charge d'idéalisme crocien qu'il fait exploser au cœur de la vulgate. Echappe-t-il au totalitarisme ? C'est douteux. Même d'une espèce supérieure, il ne s'évade pas de la hantise des maîtres-penseurs. Il se range dans la catégorie des totalitarismes cléricaux. S'il a l'immense mérite de montrer que c'est du côté de la culture que se joue le destin des civilisations, il reste prisonnier des lumières et du piège rationaliste. Le vieux Machiavel trouve en lui un trop moderne continuateur. Le marxisme voudrait-il se rajeunir grâce à cet étrange marxiste qu'il serait aussi redoutable. Reste que l'on peut s'interroger sur les réactions de l'homme s'il avait eu la révélation du Goulag.

Gérard LECLERC

(1) Giuseppe Fiori — *La vie de Antonio Gramsci* — Coll. Pluriel — En vente au journal : franco 25 F.

(2) Soljénitsyne — *Lénine à Zurich* — Ed. du Seuil — En vente au journal : franco 34 F.

(3) Les lumières du XVIII^e siècle. La traduction est savoureuse.

L'enfant, la famille aujourd'hui ...

L'enfant semble au centre des préoccupations de la famille, des éducateurs, des sociologues et des urbanistes... Mais sa place est-elle celle d'un sujet ou d'un objet ?

Il avait erré quelques heures. Je l'ai rencontré en fin de matinée. Paumé. Il s'était préparé pour l'école. Mais il avait pris le grand train et traversé Paris. Il ne savait pas où il était ; simplement qu'il était au terminus...

Démarche qui roule, regard incertain, blue-jean et K-Way. Il a 15 ans. Jeune paumé parmi tant d'autres que ma profession me porte à rencontrer.

Il est parti. Il ne sait plus pourquoi au juste. Sans doute parce qu'une fugue est un acte manifestant ce qu'on ne sait pas dire. Ou plutôt parce que personne n'a jamais écouté ni pris au sérieux son «ras-le-bol». L'incompris, quoi... mais en plus vrai que celui de Comencini.

Je sais bien que nous touchons ici l'un des points les plus sensibles de la société ; d'où la difficulté de tenir un raisonnement objectif. Il faut nous décentrer de nos propres expériences et d'enfant et de parent. Toutefois, il me semble que ce n'est pas aux royalistes de défendre aveuglément le statu quo en ces matières.

Notre ami Philippe Ariès nous a suffisamment initié au discernement, à la saine critique pour que nous osions dans ce domaine aussi, imaginer autre chose que ce qui existe.

Ariès montre l'évolution du sentiment de l'enfance et du statut de l'enfant depuis le Moyen-Age (1). Il date des années 14-18 notre modèle familial actuel, quand la nation adopta de manière quasi générale le modèle familial des couches sociales élevées du XIX^e siècle.

L'ENFANT INEXISTANT

Si nous ne réduisons pas le martyr aux sévices corporels,

nous pouvons penser légion les enfants martyrs : enfants du divorce, enfants laissés à eux-mêmes, enfants tôt expulsés d'un logement exigü... Enfants esclaves des médias, de la consommation, de l'éducation nationale uniformisée...

Mais affirmer cela sous cette forme ne frise-t-il pas le paradoxe et même la démagogie ? Ariès n'a-t-il pas montré le double resserrement sur l'enfant et de la famille et de la société au XX^e siècle ? Et les éducateurs ne cessent-ils pas de se plaindre de l'arrogance croissante des enfants devant lesquels la famille a abdiqué ?

Cette objection méconnaît deux choses. Tout d'abord la permissivité généralisée est encore un moyen de laisser l'enfant à lui-même pour son malheur. Par ailleurs l'enfant adulé par les médias est un enfant préfabriqué conforme au modèle culturel dominant en matière de consommation. Là où il faudrait une éducation n'ayant pas peur, le cas échéant, du principe d'autorité mais cherchant parallèlement à associer progressivement l'enfant puis l'adolescent à l'aménagement de son cadre de vie quotidien nous avons un système qui combine laxisme et manipulation. Ce n'est pas ainsi que l'on aboutit à une intelligente et saine socialisation de l'enfant.

ENFANT : QUELLE SOCIALISATION ?

Le rapport « Prospective de la famille » réalisé dans le cadre du 7^e Plan (2), fait commencer la socialisation de l'enfant par la famille, par chaque acte quotidien de l'adulte, y compris par les soins essentiels à la vie du nourrisson. Puis l'apprentissage du langage accélère cette socialisation, mais elle lui est antérieure. Personnellement, je la fais débiter dès la conception, et non pas à la naissance : la manière de s'aimer, de vivre ensemble, d'aborder le mystère de la vie, d'attendre l'enfant... tout marque d'avance l'enfant. Dès le 6^e mois, un enfant reconnaît in utero la voix de son père. Cette remarque scientifique suppose, bien sûr (à l'encontre des planificateurs giscardiens (3) qu'on regarde le fœtus comme un être humain.

Ainsi la socialisation de l'enfant est-elle un processus dynamique précoce. Dans la famille, l'enfant intériorise valeurs et modèles selon le statut social, professionnel et confessionnel de sa famille, reflet variable des rôles sociaux et des valeurs dominantes de la société. Il enregistre, en outre, les différences de statuts et de rôles sociaux selon les âges et les sexes. Inutile de développer ici l'extrême importance d'une ré-

flexion sur la famille...

Mais « la famille n'est pas une entité autonome au sein de la société, elle est, au contraire, en interaction permanente avec toutes les autres institutions sociales, et, si elle peut espérer parfois infléchir celles-ci elle en subit bien plus souvent les influences » (4). Bref, la famille n'est pas le seul lieu de socialisation ; elle n'est pas non plus indemne de la vie et de la culture ambiantes.

REPENSER LA

Parmi les fonctions de la famille, celle d'être un point fixe, accueillant, rassurant et stabilisant demeure la priorité durant toute la vie de l'enfant et de l'adolescent. Et ce point équilibrant s'appuie sur l'image sociale qu'elle donne : milieu diversifié selon l'âge, le sexe, les relations. A ce sujet, la planification des naissances pourra peu à peu renouveler les rapports parents-enfants, pourvu qu'elle soit vécue hors de tout égoïsme.

Mais certes, notre temps pense avant tout la famille dans sa fonction éducative. Notamment dans les premiers mois, ou les premières années. Il ne semble pas actuellement que les familles soient favorables à une séparation extrêmement précoce entre l'enfant et son milieu familial. On voit néanmoins se multiplier les « collectivités de jeunes enfants » : crèche ou maternelle (avant l'âge imposé par la Loi).

Sur deux millions et demi d'enfants de moins de trois ans, 680 000 — de mères « actives » — étaient « gardés » en 1971, et 750 000 en 1974, principalement par une personne (5 % de ceux-ci seulement étaient en crèche familiale et 15 % en maternelle).

Quant à la maternelle « précoce » les statistiques sont les suivantes : en 1972-73, 72 % des 3-4 ans sont inscrits, 93 % des 4-5 ans (et 100 % des 5-6 ans). En 1977-78, l'augmentation est



Manifestation de parents en 1978

ille

Dans ces « autres mondes », l'enfant reçoit, en effet, en ordre dispersé, la pluralité des relations, images, rôles, influences éducatives. Ensuite, et malgré le développement de l'urbanisation et d'une certaine politique du logement, l'enfant connaît un espace vital de plus en plus restreint (logement, rue, espace de jeux). Enfin, donnée capitale, les médias envahissent son univers échappant eux-mêmes à la fois à la famille et au système éducatif officiel.

FAMILLE ?

respectivement de 8 % et de 4 %. Il y a donc scolarisation de plus en plus tôt, ce qui n'est pas sans inconvénients, puisque la maternelle semble manifestement recherchée dans un but éducatif plus que dans un but de garde. C'est donc inscrire l'enfant dans la compétition et l'intégration de plus en plus tôt. Notamment la progression la plus spectaculaire concerne les 2 ans : 9,7 % en 1963, 18 % en 1971, 22 % en 1972 et 30 % en 1977.

En fait, et contrairement à ce qu'en pense la Charte des enfants, (5) le problème de la garde des 0-3 ans, ne se pose plus aujourd'hui dans les termes du « pour ou contre » la crèche ou la mère.



Une famille en 1900

L'analyse des spécialistes est plus souple, et pose la question de l'équilibre entre les besoins de l'enfant d'une part, et ceux de sa famille d'autre part.

Nous connaissons fort bien les conditions (sanitaires et psychologiques) nécessaires à une crèche familiale ou collective. Et les recherches récentes nous ont appris, à la fois l'âge de la nonperturbation de l'enfant et celui de son enrichissement personnel maximum.

Beaucoup de mères usent du congé de maternité durant six mois. Mais c'est du 7^e au 10^e mois qu'une relation exclusive de l'enfant à sa mère se révèle nécessaire. D'autre part (et contrairement à la Suède, par exemple) peu de pères réclament un vrai congé de paternité. Or les fonctions affectives et éducatives ne relèvent pas seulement de la mère. D'ailleurs, le petit enfant, s'il a besoin d'une relation privilégiée, constante, inconditionnelle avec au moins un adulte, n'a pas forcément besoin de sa mère : le père pourrait la remplacer, ou tout autre adulte stable (nourrice, garde...).

Reste le problème du rôle social de la maman, de son travail professionnel. Il faut envisager la « double carrière » du couple comme une voie possible vers un rééquilibrage du couple et de ses rôles.

Le vrai problème urgent à résoudre semble donc l'aménagement des conditions de vie et de travail des parents ; des conditions de fonctionnement des modes de garde pour allier maternité et rôle social de la femme.

LA VIE INTERIEURE LIQUIDEE

On vient de le voir : le plus souvent, la famille est demanderesse à l'égard de l'école, déjà pour les 2 ou 4 ans. Les parents accordent ainsi globalement une certaine confiance à l'institution scolaire, qui leur est — de toute façon — imposée. Reste à voir si la mentalité ne changerait pas avec une refonte radicale des modes d'éducation. On soulève ici le problème de la citoyenneté, de la participation.

Et ce que nous disons des adultes, est vrai des enfants. L'enfant doit se définir un espace propre dans notre société d'adultes, où déjà pas mal d'adultes se trouvent mal à l'aise...

Dans notre société, de plus en plus ordonnée et programmée,



l'enfant devient un inadapté, un handicapé, un perturbé moralement et physiquement (6). La Technicité est peu respectueuse de la personnalité : tout est conçu pour un homme moyen, abstrait, d'une culture et de ressources données. Pour exemples, voyons simplement les papiers administratifs, le langage scolaire, l'automation du métro, les codes des centres d'orientation...

DES VEROUS A FAIRE SAUTER

Mais pour cela, il y a des verrous à faire sauter. Boulin et Léridon en dénoncent quelques-uns : culturels, juridiques, structurels. Le combat pour donner un statut officiel et légal à l'enfant est certainement nécessaire ; mais faut-il encore parler « d'un » modèle d'enfant ? Et ce combat est-il séparable de l'information, de l'éducation des parents, de la réforme de l'éducation... donc d'une politique qui persévère ?

C'est là que se pose aussi la question de la finalité de la socialisation de l'enfant. La place de l'enfant semble au centre des préoccupations de la famille, de l'école, des équipements socio-culturels, des urbanistes et de l'Etat... Mais est-elle celle d'un sujet ou celle d'un objet ?

Puisque la socialisation de l'enfant se joue actuellement au sein d'une mosaïque de milieux de vie et de réseaux d'influences, visons-nous vraiment chacun l'épanouissement personnel de l'enfant lui-même ? Famille conjugale, collectivité, éducation, soins, garde, loisirs, environnement, religions, espace physique, commerce, médias... sont-ils au service de l'enfant ou bien se servent-ils de lui ?

Il en est de même des rapports sociaux, à cause du compartimentage (l'enfant ne voit rien du travail de ses parents, et vice-versa) ; à cause également des déracinements, de la désorganisation des réseaux de relations (villes-dortoirs créées ex nihilo parmi les champs, mobilité forcée liée à telle profession...) ; à cause enfin de l'envahissement des médias...

La télévision trône dans la salle commune, elle-même monstrueusement disproportionnée par rapport aux chambres. Pas de vie intime possible : bruit, promiscuité, exigüité du logement... empêchent toute vie personnelle intérieure. Or, déjà l'espace extérieur lui-même se rétrécit (surtout dans les villes). Attendu qu'un enfant passe 165 jours en classe par an, il est donc nécessaire de repenser l'espace où il vit les 200 autres jours. En particulier, l'effort pour créer des équipements de loisirs, s'il est excellent, devrait être désormais conçu avec les enfants eux-mêmes et non pas seulement pour eux.

Socialiser, est-ce intégrer, modeler, faire accepter les modèles du comportement social des divers milieux qui prennent l'enfant en charge ? Est-ce reproduire la société telle qu'elle est ?

Ou bien est-ce développer toutes les potentialités, originalité, rythme, créativité de l'enfant à l'aide des comportements actuels ? Est-ce donc permettre à l'enfant d'aujourd'hui (l'adulte de demain, d'agir sur son milieu et sur la société ? Quelle part prend-il à l'organisation de sa famille, de son école, de la commune ?

S'interroger ainsi sur la socialisation de l'enfant aujourd'hui, c'est s'interroger sur le type de société que nous voulons de demain. Les royalistes, qui récusent toute société unidimensionnelle, doivent agir en conséquence...

Ph. VIMEUX

(1) Ariès — L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien Régime. Seuil, 1975 — En vente au journal : franco 17 F.

(2) Léridon — La famille. Hachette, coll. Vivre demain, 1975 302 p. En vente au journal : franco 44 F.

(3) Léridon op. cit. p. 31.

(4) Léridon op. cit. pp. 17-18

(5) Boulin — La charte des Enfants. Stock 1977 (cf Royaliste n° 255)

— En vente au journal : franco 34 F.

(6) Voir les travaux d'Erikson.

lire

la grande bleue ...

Un livre digne de la magnifique série d'émissions télévisées dirigée par Fernand Braudel.

La télévision nous avait ravi il y a quelques mois en présentant une série de douze émissions consacrées à la Méditerranée. Une quinzaine d'hommes et de femmes, sous la direction de Fernand Braudel avait fait, au fil des jours la démonstration de leur immense talent et voilà que ce travail se prolonge aujourd'hui par la publication d'un livre non moins remarquable, le seul défaut de cette exceptionnelle réussite étant son prix (260 F) qui le met hors de portée de bien des bourses.

En publiant cet ouvrage, Fernand Braudel a voulu tenter « une rencontre constante du présent et du passé », tâche bien difficile dans cette région berceau de l'humanité, gorgée d'histoire, et vers qui « depuis des millénaires tout a conflué, brouillant, enrichissant son histoire : hommes, bêtes de charges, voitures, marchandises, navires, idées, religions, art de vivre ... ».

Pari tenu. 416 reproductions et photos aussi belles les unes que les autres, quelques cartes faciles à lire et c'est la grande aventure de l'homme. Implantation de l'agriculture sur les hautes terres du désert de Lybie, naissance des premières villes qui provoquent la circulation et c'est l'Egypte qui va devenir l'accumulateur essentiel de la civilisation en gestation, et des eaux du Nil les bateaux partent sur l'eau salée. La Méditerranée va commencer à vivre et c'est la Grèce, Rome, l'Islam, les Barbares, la fin des Empires, la naissance des nations, c'est la terre et la mer et au delà des apparences l'unité profonde qu'il faut expliquer. « Ce n'est pas seulement l'homme qui a tout lié ensemble obstinément ; ce sont à la fois les grâces de la nature

ou ses malédictions, les unes et les autres nombreuses, et les efforts multiples des hommes, hier comme aujourd'hui. Soit une somme interminable de hasards, d'accidents, de réussites répétées ».

Les accidents aussi ont été répétés, le plus tragique étant sans doute le déboisement quasi intégral du bassin méditerranéen. Les hommes alors ne savaient pas. De nos jours, ils peuvent

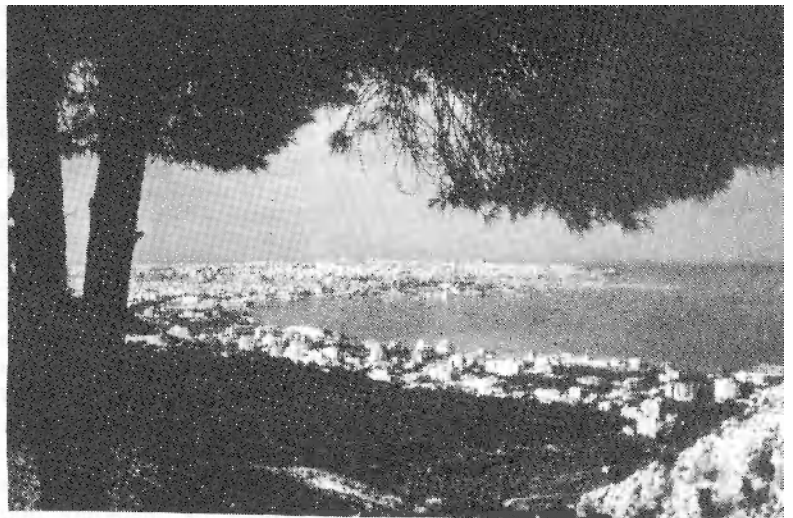
mesurer toutes les conséquences de leur inconséquence. Rien n'y fait, la Méditerranée est à l'agonie. Alors cet extraordinaire volume sera-t-il le musée de ce qu'il fut ? Aussi riche que le plus riche des musées dont on sait qu'ils ne sont créés qu'une fois la mort passée.

Et si ce volume était un signe d'espoir, un appel à la raison ? Il y a quelques années, le triste Giscard avait confié à un journaliste que la France n'aurait plus d'Histoire. Une politique méditerranéenne est-elle donc hors

de portée de son passé, de ses ambitions, de ses compétences ? Prendre la tête d'un mouvement tendant à sauver le berceau de l'histoire n'est-ce pas là, pour notre pays, « une rencontre du présent et du passé » autrement exaltante que la mise en place d'un Parlement Européen par exemple ?

Michel FONTAURELLE

La Méditerranée — volume relié plein toile 31,5 x 38 cm, col. Arts et Métiers graphiques — Flammarion. En vente au journal : franco 270 F.



images

1788

Si vous avez la télévision et que vous avez manqué ça, vous êtes impardonnable.

Ah ! Ce n'était pas « les rois maudits », non, avec altesses en tout genre et Monsieur et Madame et les gentils dauphins. Ce n'était pas l'ancien régime des touristes, côté cour. Non, c'était plutôt côté jardin, et côté champs. Côté peuple quoi. Les paysans à la veille de la révolution (c'était le sous-titre) et dans la révolution, mais vue de loin celle-là, de la province, de la Touraine pour être précis. Et ce n'était pas non plus des paysans d'un jour, en carton pâte, mais des vrais, avec des têtes usées au soleil et aux vents et les mains bien calleuses sans doute. Et c'était leur vie, lente et rythmée sur les travaux, et leur langage. Et leurs problèmes aussi et leurs colères contre le fisc et le château. Ah ! ce comte, un peu trop « méchant » sans doute, mais il y en eu de tels et de pires s'il y en eu de meilleurs. Ah ! Ce comte ! Qui ne pouvait souhaiter sa chute et celle de tout ce qu'il

représentait : exploitation, insolence, orgueil, privilèges...

Et cette immense espérance soulevée par la convocation des Etats-Généraux : enfin le Roi va savoir. On va lui dire à notre bon roi. Ah ! Qu'on la partageait cette espérance : le roi allait tout savoir, tout : que le comte avait clôturé les prés communaux, violant toutes les coutumes, que les juges étaient à ses ordres, qu'il se réservait les bois pour y chasser seul, qu'il prélevait dîmes et champarts abusifs... oui le roi allait les connaître par leurs noms ces paysans et connaître leurs femmes, leurs enfants et leurs vaches, il les verrait vivre dans leurs cahiers de doléances, et il les verrait espérer.

Mais les bourgeois sont arrivés, qui savaient eux comment il faut parler au roi, qui savaient comment se fait une Révolution et qui, de leur savoir, ont étouffé la parole populaire, ont étouffé ces cris de colère, ces révoltes

plurielles et concrètes, sous l'uniformité des belles théories et des grands mots. Oui les bourgeois veillaient qui ont pris le relais, nouveaux comtes d'un nouveau régime, et nouveaux profiteurs. Ah ! Quelle tristesse chez ce petit peuple frustré de ses espérances, et cette dernière image, ce visage las et résigné qui semblait dire hélas : ça sera bien toujours pareil pour nous...

Ah ! Comme on avait envie de lui crier, et de crier au peuple d'aujourd'hui, que non, ça ne serait pas toujours pareil et qu'ensemble, avec le roi, on le recommencerait le grand mouvement de 1789, on la referait cette révolution et sans majuscule alors, et que les maîtres-penseurs cette fois n'en seraient pas.

René MOUCADEL

Un livre a été tiré de ce film : « 1788 luttés révolutionnaires pour une propriété paysanne » par Maurice Failevic et Jean Dominique de La Rochefoucauld — En vente au journal : franco 48 F.

L'oneiopompe

Que font les belles créatures de Léonor Fini, à la chevelure opulente, aux longues jambes interminables, entourées de ces flamboyants bouquets ronds ou de verreries colorées aux formes de fleurs, le regard étrange, quelquefois un peu cruel, tourné vers le lointain intérieur ?

Elles rêvent. Elles rêvent à cet autre personnage important dans la vie et l'œuvre du grand peintre, le chat. A un chat immense, strié de fauve et de noir, sexualisé en diable, indépendant et sauvage, qui dans la nuit surréaliste d'un hôtel décadent (« l'usure des choses ne cesse de m'intriguer ») crie au narrateur déssexualisé comment Léonor Fini conçoit les hommes. « Je suis l'oneiopompe ». Nom étrange, sitôt dit, sitôt oublié (« certains êtres ne vous pardonnent jamais de les avoir nommés ») que l'on ne trouve dans aucun dictionnaire, mais qui évoque l'abondance des rêves, tout entière reflétée dans les toiles et les dessins de Fini.

Et ce chat altier, nous entraîne dans une curieuse histoire dont nous ne connaissons ni le pourquoi, ni le comment, ni le début ni la fin. Nous savons simplement qu'elle existe et qu'il s'agit de couper la tête d'une statue noire de femme perdue parmi des têtes de guerriers.

L'oneiopompe est, je crois, le premier roman de Léonor Fini, que publie les jeunes Editions de la Différence, dans une collection au titre suggestif « La félure ». Livre clair, qui fait appel au surréalisme malgré le ton un peu précieux, un peu baroque, un peu Renaissance, que l'on lit d'une seule traite dans un émerveillement de visions, de couleurs et de musiques. C'est un livre promenade aux fortes sensations à travers un spectacle étrange, une fantastique galerie de chats, une maison extraordinaire située dans la toute simple rue Marcadet où l'on trouve, entre autre chose, des crocodiles blancs nageant dans des rivières noires (Et l'auteur d'écrire : « J'ai imaginé une belle américaine, en vision blanc, qui un soir d'humeur maussade, se débarrassait d'un crocodile blanc dans un lavabo blanc »)

et une fête pleine d'hommes, pleine d'animaux et pleine d'hommes-animaux. Ecrit qui éveille la curiosité et provoque l'ima-

gination d'une façon autrement plus efficace que les brainstormings.

Comme dans sa peinture, Léonor Fini avance par touches discrètes et raffinées. Une seule découverte par hasard suffit à donner à l'ensemble, une autre inclinaison que celle provoquée par la totalité perçue primitivement,

mais qui sans la détruire la prolonge vers des directions insoupçonnées. D'où cet amour pour les éclats de miroir, qui jetés quelque part, créent un monde sans fin.

Livre sans prétention, l'oneiopompe n'est point une leçon. Pas de dogmatisme, à part cette assertion : « Les fêtes n'existent que pour colorer les angoisses ». Là n'est pas le but de Léonor Fini. Au-delà du politique et de l'économie, dans son œuvre comme dans sa vie, elle cherche à donner aux choses un autre parfum, celui de la liberté d'être sans contrainte.

Pierre LE COHU

Léonor Fini — L'oneiopompe
— Ed. Différence — En vente
au journal : franco 33 F.

maîtres - chanteurs

La nouvelle m'interroge : Que peut être un chanteur populaire ?

Ceux qui sont appelés ainsi font la une des journaux, leur vie privée s'étale dans la presse à sensation, on les voit et les entend partout, ils semblent la propriété de tous. N'importe qui, interrogé dans la rue connaît, ne serait-ce que de nom, les chanteurs à succès. La popularité grandit en même temps que les recettes, et l'argent leur donne le trône. Cette étrange fascination qu'ils exercent sur les gens, n'est-ce pas une forme de pouvoir ? On parle de moins en moins en terme d'idole, encore que certains journaux spécialisés entretiennent ce mythe, mais les refrains de machin sont aussi sur les lèvres des enfants, et nous n'y pouvons rien. Ils occupent vaillamment nos antennes de radio sans que nous les ayons penseurs sont décimés, dans la

choisis. Dans la pensée philosophique et politique, les maîtres-chanson les maîtres chanteurs ont la peau dure et soignent leurs privilèges.

Mais le quotidien ? Certains le chantent. Ils font des concerts ils ont un public, leur mise en marge ne leur permet que rarement l'accès à la radio ; ils chantent leurs désirs, leurs angoisses, avec une authenticité que l'on trouvait autrefois chez d'autres qui chantaient la rue ! Ne sont-ils pas populaires ceux-là, populaires au vrai sens du terme (qui appartient au peuple, qui émane de lui) ?

Laissera-t-on longtemps encore le pouvoir à des fabricants de chanson qui se foutent du vécu et de l'authenticité ?

La rue ne chante plus, elle écoute, passive, complice même

de ces artistes qui feignent de lui ressembler. Car en effet ce produit se vend bien, et la facilité apparente du succès n'exclut pas un certain talent. D'où la difficulté de dénoncer un système dont la critique n'apparaît pas évidente pour tous. Je suis convaincu qu'il existe un monopole dans le show-business qui ne peut être détruit que par les « consommateurs ».

Cette destruction suppose donc une prise de conscience de chacun. Nous ne chantons plus, on nous fait chanter. Cette manipulation révolte certains maîtres chanteurs qui doivent malgré tout « composer » avec le show-business. Alors, reprenons nos pouvoirs et nos chansons.

François VIET

Sous le titre de « Chansons d'expression populaire » le service librairie du journal diffuse un carnet de chants de 60 pages — franco 8 F'

reliez votre collection

Véritable instrument de travail, votre collection de ROYALISTE n'est utilisable que si elle est d'une consultation pratique. Nous mettons à votre disposition une reliure à tringles, recouverte de

toile bleu-roi, frappée au dos de notre sigle en doré. Chaque reliure permet de contenir une cinquantaine de numéros du journal.

Format extérieur 26 x 33 cm

(épaisseur 11 cm), fournie avec 52 tringles chacune. Il existe des reliures avec inscriptions Nouvelle Action Française et d'autres avec Royaliste. Précisez vos désirs à la commande.

Prix de vente : 35 F (franco 43 F).

Pour préparer les forums :

(4) la monarchie

La monarchie ? Une idée neuve ! L'affirmation, reprise sur les affiches et les « professions de foi » des candidats royalistes aux législatives, peut sembler provocatrice. Pourtant, c'est bien cela. La monarchie n'est ni une nostalgie, ni un système idéologique. C'est une institution souple, vivante, incarnée dans une famille. C'est la condition première de la révolution que nous devons accomplir.

Ainsi l'avons nous découverte, ou redécouverte, au cours de ces sept années de Nouvelle Action française. Ainsi tenterons-nous de l'expliquer au cours d'un forum des journées royalistes. L'expliquer ? Le mot n'est peut-être pas très juste. Peut-être vaudrait-il mieux dire rendre la monarchie présente, urgente aussi. Car nous n'avons pas à enfermer la tradition monarchique dans un schéma. Nous ne sommes pas ses définisseurs. Et nous ne voulons pas enfermer la monarchie à venir dans un programme. Trois refus qui sont autant de ruptures avec la pratique politicienne. Qui n'a pas aujourd'hui son petit système ? Qui n'a pas son programme ?

Mais ces systèmes et ces programmes sont aujourd'hui mal en point : le « libéralisme avancé » et le « programme de Blois » sont des plaisanteries - ou des impostures. La « dictature du prolétariat » a été enterrée et le « programme commun » vient de rendre l'âme - si l'on peut dire. Devant la faillite des idéologies, devant les mythes détruits, n'est-ce pas le moment de

repenser la politique ? Non pour recréer des dogmes, des systèmes et des doctrines. Mais pour retrouver un pouvoir libérateur, pour poser les conditions d'un dialogue véritable entre les citoyens et ce pouvoir, et pour que cet échange permanent permette une révolution sans camps de concentration, sans commissaires du peuple, sans parti unique. Est-ce concevable ? Nous tenterons de montrer l'actualité du projet monarchique, tel que le Comte de Paris l'a conçu, tel que Phi-

(3) le pouvoir

Depuis des années de contestation, le pouvoir devrait être bien malade ou moribond. Il ne s'est jamais si bien porté. Les candidats pour la course aux postes de direction ne manquent pas. Dans tous les partis, les jeunes cadres aux dents longues aiguissent leurs appétits. Les gauchistes d'avant-hier ou d'aujourd'hui seraient donc réduits à la marginalité et leurs récriminations se perdraient dans le désert.

Paradoxalement, nos sociétés occidentales font coexister ces deux attitudes. D'un côté la manipulation qui rend toujours plus serrées les procédures de manipulation, une idéologie de la volonté de puissance. De l'autre, un refus de toute subordination, un anarchisme qui se voudrait émancipé des contraintes et des préjugés. Mais entre ces deux pôles extrêmes, il pourrait bien



lippe Vimeux nous l'a révélé dans son livre (1). Un projet auquel le Prince ne cesse de réfléchir, comme les lecteurs de « Royaliste » ont pu s'en apercevoir en prenant connaissance des extraits de l'entretien accordé par le Comte de Paris à un hebdomadaire.

Est-ce possible ? Oui, si nous savons sensibiliser l'opinion à la question du pouvoir politique. Oui, si les événements font prendre conscience de la nécessité d'un recours par-delà les rivalités de partis et d'intérêts. Car rien ne sera possible sans le consentement populaire. Car la monarchie ne s'imposera pas. Car les royalistes n'imposeront pas la monarchie par un coup de force.

La monarchie sera cette habitude que les Français reprendront doucement. La monarchie vaudra par le service qu'elle rendra, et non par un spectacle, une propagande ou une violence. La monarchie ne sera pas l'affaire des royalistes, mais celle de tous les Français. Même si, aujourd'hui, les royalistes ont la tâche essentielle de faire renaître une idée oubliée ou faussée, en attendant que le Prince lui redonne vie.

B.R.

(1) Philippe Vimeux *Le comte de Paris, ou la passion du présent* - En vente au journal : franco 34 F.

liste des forums

Forum n°1 - Le pouvoir économique - Animateurs : Jacques Beaume et Patrice Le Roué.

Forum n°2 - L'urbanisme - Animateurs : Michel Giraud et Philippe Cailleux.

Forum n°3 - Pouvoir et légitimité - Animateurs : Gérard Leclerc et Julien Betbeze.

Forum n°4 - « La monarchie un régime à visage humain » - Animateurs : Bertrand Renouvin et Philippe Vimeux.

avoir quelque chose de commun qui ressemble à du nihilisme.

Avant même de songer aux institutions justes, celles qui permettent la justice, la diffusion des responsabilités, une réflexion philosophique se doit d'aborder les principes, c'est-à-dire ce qui est premier, ce qui fonde. Vaste travail !

Ce qui est en cause, c'est d'abord le lien social. En cette année Jean-Jacques Rousseau, il n'est pas interdit de relire le contrat social que les idéologies établies n'ont jamais remis sérieusement en question. Si la volonté générale est un mythe pernicieux à l'origine des totalitarismes modernes, faut-il dire avec Guy Lardreau que le « peuple » n'existe pas.

Le refus du totalitarisme a conforté certaines positions anarchistes. Or si la vérité de l'anarchisme,

c'est la libre association, doit-on pour cela renier ce qui tient à la naissance, à l'héritage historique. N'y a-t-il pas lieu de redonner droit de cité aux fidélités ontologiques ?

Ces questions posées, celles du pouvoir et de l'autorité peuvent être évoquées, mais là aussi du côté des principes. Le livre de Pierre Boutang pourra servir alors de base d'échanges (le phénomène du souverain, la dialectique du pouvoir, la modification chrétienne (1)). Nous en tirerons les conséquences pour une pensée de la monarchie aujourd'hui.

La cellule philo

(1) Pierre Boutang - *Reprendre le pouvoir* - Ed du Sagittaire - En vente au journal : franco 51 F. Voir les trois articles de Gérard Leclerc parus dans *Royaliste* n° 263-264-265.

la n.a.f. en mouvement

29 et 30 avril

Journées royalistes

Salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle
Paris 7^e (métro Bac)
sur le thème

repenser la politique

Deux jours de forums, de débats, de libre discussion.
Participation de nombreuses personnalités

Les vignettes d'entrée sont déjà en vente au prix de 18 F (soutien 100 F) -
Transports : 20 % de réduction par le train pour les personnes nous en ayant
fait la demande - Cars prévus au départ de plusieurs villes de province.

PROGRAMME ET HORAIRE

Samedi 29 Avril

10 h 30 - 12 h

Séance inaugurale

— Présentation des « Journées » par Yves Lemaignan, président du Comité Directeur de la NAF.

— « Dix ans après Mai 1968, quatre ans après l'arrivée de Giscard, ne faut-il pas repenser la politique? » par Bertrand Renouvin, directeur politique de Royaliste.

— Présentation des différents forums par leurs animateurs.

12 h - 12 h 30

Libre rencontre — Comptoir de librairie — Stands.

14 h 15 - 16 h 15 Forums de discussion

16 h 15 - 16 h 30 Libre rencontre - stands

16 h 30 - 17 h 45 Débat « Faut-il repenser la politique? » avec la participation de nos invités (Jean-Marie Domenach, Roger Pannequin, René Victor Pilhes, etc.).

17 h 45 - 18 h

Libre rencontre - stands

18 h - 19 h

Conférence de Pierre Boutang sous la présidence d'Abel Pomarède.

Dimanche 30 Avril

10 h 30 - 11 h

Réunion des animateurs et principaux responsables des cellules.

11 h - 12 h 30

Séance de travail des différentes cellules.

12 h 30 - 13 h

Libre rencontre - stands.

14 h 30 - 15 h

Libre rencontre - Comptoir librairie - Stands.

15 h 16 h 15

Conférence de Maurice Clavel.

16 h 30 - 17 h 30 Grand meeting de clôture avec les orateurs de la NAF.

VIGNETTES

Elles servent à la fois de billet d'entrée — et seront exigées à l'entrée des salles — et de soutien financier à la N.A.F. Vous pouvez les commander à l'aide du bulletin que vous trouverez dans ce numéro. A défaut vous pourrez les acheter à l'entrée.

TRANSPORTS

La S.N.C.F. nous a accordé 20 % de réduction sur le prix du voyage aller et retour. Pour en bénéficier, il faut nous demander un ticket spécial à présenter au moment de l'achat du billet. Certaines villes (Nice, Avignon,

Aix, Toulon, Rennes, Nantes) ont prévu des cars pour se rendre aux « Journées » (si le nombre d'inscriptions est suffisant). Renseignez-vous auprès des sections des villes concernées.

FETE DE JEANNE-D'ARC

Renouant avec une vieille tradition, notre ami Abel Pomarède

organise une fête de Jeanne-d'Arc le dimanche 14 mai. A 10 h : messe à Pomerols (Hérault), à 13 h : banquet à Florensac avec la participation de Gustave Thibon et Pierre Boutang. Participation aux frais : 55 F — Inscriptions souhaitées avant le 10 mai auprès de M. Abel Pomarède, 34810 POMEROLS.

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (50 F), un an (90 F), de soutien (150 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, Rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris



par
bertrand
renouvin

repenser la politique

Repenser la politique. Le thème de nos quatrième Journées royalistes peut paraître démesurément ambitieux. Il ne fait qu'exprimer une urgence, que le néant de la politique politicienne rend chaque jour plus sensible. Malgré l'étonnante mise en scène de la télévision, malgré la dramatisation des querelles intestines de la majorité, comment ne pas se rendre compte que la classe politique n'a rien à dire, rien à proposer ?

Inutile de commenter la composition du nouveau gouvernement : les mêmes demeurent, pour gérer le pays avec la même médiocrité. Inutile d'analyser l'élection du Président de l'Assemblée nationale : Chaban s'est vengé de Chirac, et Giscard s'est servi de Chaban pour mettre un frein aux ambitions du chef du RPR. Cela montre simplement que le Président de la République, tout en jouant à l'arbitre, n'hésite pas à participer aux menues intrigues parlementaires pour assouvir ses haines. Rendons-lui cette justice : Valéry Giscard d'Estaing excelle dans ces basses manœuvres, qui lui permettent de se rendre maître de l'Etat.

Est-il besoin de souligner que le souci politique est absent de cette minable cuisine ? Pourtant, des amis bien renseignés nous assurent que le Président songe à de grands projets. Il songe, par exemple, à se faire élire Président des Etats-Unis d'Europe. Pour-

quoi pas en effet ? L'inexistence placée sur le néant, voilà qui serait grandiose ! Il songe aussi à remplacer le scrutin parlementaire par la proportionnelle, à gouverner avec les socialistes, à régler son compte au gaullisme. Vieux et pauvres fantasmes...

LE VIDE

Donc, rien. Il y a aujourd'hui, comme l'écrit Maurice Clavel, « un grand vide ». Un vide que les partis traditionnels ne sauraient combler. Ni les mesures de détail que Chirac prépare pour les parisiens. Ni les combats que le RPR mènera peut-être à l'Assemblée. Ni la gauche qui entre dans une crise profonde. Au Parti communiste (et probablement au Parti socialiste) des militants écœurés s'insurgent. Ils exigent un vrai débat, ils veulent des réformes, afin que les états majors ne puissent plus les trahir au nom d'intérêts qui leur échappent. Mais peuvent-ils espérer faire bouger un appareil aussi pesant, une bureaucratie aussi lourde ? Et quand bien même ils y parviendraient, que peuvent-ils attendre de leur parti ?

Les partis sont conservateurs d'eux-mêmes. Efficaces pour mener des opérations électorales classiques (législatives ou municipales), très à l'aise dans la critique au jour le jour, les partis sont incapables de prévoir, de susciter, ou de s'opposer aux vagues de fond. Le Général de Gaulle est revenu au pouvoir sans s'appuyer sur un parti, et c'est sans les partis qu'il a réglé la question algérienne. En 1974, Giscard a gagné les élections contre les lourdes machines partisans (PC, PS, UDR) qui lui étaient opposées. Et Roger Pannequin nous faisait observer que le Parti communiste, théoriquement à l'avant-garde des masses, a toujours été à la remorque des grands mouvements sociaux : souvenons-nous de Mai 1968 !

Pour repenser la politique, il faut commencer par se libérer des partis : ils ne songent qu'à capter les espérances pour mieux confisquer le pouvoir ou pour conserver leur position historique, leur clientèle et leur « potentiel militant ». Il ne s'agit pas de supprimer les partis, mais de constater que rien ne se fera par eux, mais d'en imaginer une qui ne serait plus monopolisée par les états majors politiques, que rien ne se fera par eux avec eux. Il ne s'agit pas de nier la nécessité d'une représentation populaire, mais d'en imaginer une qui ne serait plus monopolisée par les états majors politiques.

L'IMPREVISIBLE

Va-t-il encore une fois, « se passer quelque chose d'imprévisible, à contre-pied de nos ballets politiques » comme Maurice Clavel l'annonce depuis un mois ? Sans doute fallait-il, comme il me le disait il y a quatre ans, « commencer par se débarrasser de la gauche » pour que ce « quelque chose » advienne. Sans doute le terrain idéologique est-il maintenant bien dégagé, grâce au travail critique accompli par de jeunes philosophes — même si le marxisme n'est pas mort, même si les dogmes les plus grossiers survivent et survivront encore longtemps chez beaucoup d'intellectuels et de militants.

Encore faut-il que la révolte survienne vite car, malgré les grâces élyséennes, un totalitarisme insidieux s'installe progressivement qui, en achevant de détruire ce qui reste de société, ruinera pour longtemps tout espoir de révolte.

Encore faut-il que la révolte — si elle survient — ne tourne pas sur elle-même comme celle d'il y a dix ans. Il ne faut pas que ce soit un dernier cri, une dernière lueur avant la nuit mais qu'elle se donne un sens, qu'elle soit une espérance et non le signe d'un désespoir.

LA NECESSITE

C'est pourquoi il est urgent de repenser la politique. Les royalistes n'accompliront pas cette tâche tout seuls. Mais ils veulent participer au débat. Car on ne repensera pas sérieusement la politique sans poser la question du pouvoir. Le conserver en l'état est contraire aux exigences de justice et de liberté. Mais sa destruction instaurerait le règne de la violence. Il faut donc trouver ou retrouver un pouvoir libérateur et arbitral, capable d'accueillir d'accompagner et d'accomplir les révolutions nécessaires. Tâche immense qui ne peut se réaliser sans l'indépendance de l'Etat, sans un large consentement populaire, et sans un dialogue constant entre les citoyens et le pouvoir. Sinon l'espérance sera une fois de plus récupérée par les professionnels de la politique, ou tuée par un nouvel ordre totalitaire.

En Mai 1968, le Comte de Paris écrivait au Général de Gaulle que la « reconstitution de notre société sur des bases nouvelles n'est plus un rêve idéologique, c'est une nécessité historique ». Il est juste temps d'imaginer une autre politique, qui rendrait possible ce qui était nécessaire il y a dix ans déjà.

Bertrand RENOUVIN